



En lien avec le thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation 2024-2025 :  
« 1943-1945 : Libérer et refonder la France »



L'exposition réalisée par le Musée de la Résistance de Bondues et l'association Souvenir de la Résistance et des fusillés du Fort de Bondues, avec la participation de l'AFMD-DT Nord, est destinée aux élèves des établissements qui préparent le CNRD.

Nous tenons à remercier l'Ordre de la Libération, le Mémorial de Caen, l'ECPAD, la Bibliothèque Nationale de France (BNF/Gallica), les Archives du Calvados, les Archives de Dunkerque, les Archives de la Mayenne, le Mémorial Ascq 1944, la Fondation de la France Libre, la fondation Charles de Gaulle, le musée de la Résistance Nationale, le Mémorial de la Shoah, l'AFP, le Réseau Canopé, le Musée de Bretagne et l'Écomusée de la Bentinais, et tous les partenaires nous ayant appuyés pour la réalisation de cette exposition, en particulier par leur soutien iconographique.

Le livret reprend l'essentiel du texte des différents panneaux de l'exposition et quelques documents présentés. Pour compléter l'exposition, ou plutôt la prolonger, nous proposons des « focus » sur des aspects ne pouvant être intégrés dans l'exposition afin d'en privilégier la lisibilité.

Certains termes sont accompagnés d'un astérisque et sont ainsi définis à la fin du livret dans le glossaire.

Équipe scientifique :

Commissaire d'exposition : Pascale Cazeel

Odile Louage

Guillaume Delhaye

Monique Heddebaut

Marie-Christine Bouche

Véronique Kroll

Estelle Delebarre Dupont, directrice du musée.

Nicolas Sneck, professeur missionné au Musée.

Conception du livret : GilVidal Graphiste, Estelle Delebarre Dupont et Sarah Do Vale.

Relectures : Pascale Cazeel, Hervé Bouche, Estelle Delebarre Dupont et Sarah Do Vale.



L'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD) est le centre d'archives et de production audiovisuelle du ministère des Armées. Avec près de 15 millions de photographies et 100 000 heures de films, l'ECPAD conserve des archives témoignant des conflits contemporains auxquels les forces armées françaises ont participé depuis 1915. Acteur culturel, l'ECPAD valorise ce patrimoine à travers l'édition d'ouvrages, la coproduction de films, la réalisation d'expositions et la participation à des festivals. L'établissement est également un acteur de l'éducation et de la recherche auprès des scolaires, des étudiants et des enseignants.

**ecpa** ▶ d  
AGENCE D'IMAGES  
DE LA DÉFENSE

# Sommaire

---

<b>1. 1942-1943 : des batailles décisives</b>	p.04
<b>2. La situation en France en 1943</b>	p.06
<i>Focus : L'Amiral Darlan</i>	p.08
<i>Focus : Pierre Laval</i>	p.09
<i>Focus : Joseph Darnand</i>	p.11
<b>3. 1943, l'union des Résistances</b>	p.12
<b>4. La Résistance intérieure monte en puissance</b>	p.16
<i>Focus : Les maquis</i>	p.19
<b>5. Les débarquements : faire de la bataille de France la bataille de la France</b>	p.22
<b>6. Le retour du chef de la France Libre</b>	p.24
<b>7. Une libération longue à venir</b>	p. 26
<i>Focus : Le massacre d'Ascq</i>	p.28
<b>8. Restaurer la légalité républicaine, épurer la France libérée</b>	p.32
<i>Focus : Francis-Louis Closon et l'affaire de Maubeuge</i>	p.34
<i>Focus : Alexandre Villaplane</i>	p.36
<i>Focus : Le docteur Pierre Quesnoy</i>	p.38
<b>9. Les grands défis de la reconstruction</b>	p.40
<b>10. Le retour des prisonniers de guerre et des déportés politiques et raciaux</b>	p.42
<b>11. Retrouver le rang de la France</b>	p.44
<b>12. Des lendemains difficiles</b>	p.46
Glossaire	p.49

# 1942-1943 : des batailles décisives

À partir de juillet 1942, se produit ce que Churchill a appelé « *le renversement de la marée* ». En effet, l'Axe recule sur tous les fronts.



## Dans le Pacifique et en Méditerranée

Dans le Pacifique, la flotte américaine remporte **une victoire capitale** contre le Japon à Midway en juin 1942. La flotte nipponne subit des pertes sévères, notamment 4 sous-marins.

En Égypte, en octobre 1942, les Britanniques, dirigés par Montgomery et renforcés par les troupes américaines, remportent la **bataille d'El Alamein**, empêchant ainsi que le canal de Suez ne tombe aux mains de l'Allemagne : Rommel a perdu la « bataille du désert » et les forces refluent vers la Tunisie.

Mais c'est en novembre 1942 que se produisent deux faits d'armes qui changent le cours de la guerre et font espérer la défaite de l'Axe.

## L'Opération « Torch » et ses conséquences

D'une part, en Afrique du Nord : avec l'aide de la Résistance, c'est le débarquement anglo-américain sur les côtes du Maroc et de l'Algérie, le 8 novembre 1942, au cours de l'**opération « Torch »**. Le symbole est fort. Les deux territoires sont proches de l'Europe occidentale, l'un est un protectorat, l'autre un département français. Un armistice est conclu avec les autorités locales relevant de Vichy.



© Musée de l'Ordre de la Libération

*José Alibouker, médecin et résistant français, l'un des membres principaux du « groupe d'Alger » qui facilite l'arrivée des troupes anglo-américaines.*

L'offensive alliée (avec désormais des troupes françaises) sur la Tunisie en mai 1943 aboutit à la **défaite des forces germano-italiennes**, marquant ainsi la fin de la présence de l'Axe en Afrique du Nord. Les troupes alliées préparent un débarquement en Sicile, puis en Italie. Après la destitution de Mussolini et la signature de l'armistice avec l'Italie en septembre 1943, **la Corse est libérée en octobre 1943** par les résistants de l'intérieur soutenus par le général Giraud qui envoie des renforts et des armes.

## Le front de l'Est

D'autre part, sur le front de l'Est, l'URSS a lancé une contre-offensive après l'invasion de son territoire par les armées du Reich depuis juin 1941 (**opération « Barbarossa »**). L'Armée rouge, qui a encerclé et vaincu la IV<sup>e</sup> armée allemande de Paulus à Stalingrad (juillet 1942 - 2 février 1943), remporte **la bataille de Koursk** le 3 juillet 1943. La reconquête du territoire soviétique est enclenchée.

Ce retournement de la situation militaire soulève un grand espoir : population et résistants français attendent un débarquement sur les côtes de la France métropolitaine en 1943, la défaite des armées hitlériennes, la libération du territoire et la fin du nazisme. Cependant, il faut près de deux ans pour que la France retrouve sa liberté et son indépendance, au prix de nouvelles épreuves, de combats très durs pour refouler l'armée allemande et de nombreuses souffrances.

*« Ce furent l'énergie du gouvernement soviétique, le stoïcisme du peuple russe, les immenses réserves en hommes, la vaste étendue du pays et la rigueur de l'hiver russe qui provoquèrent finalement la ruine des armées hitlériennes. »*

Winston Churchill

# La situation en France en 1943

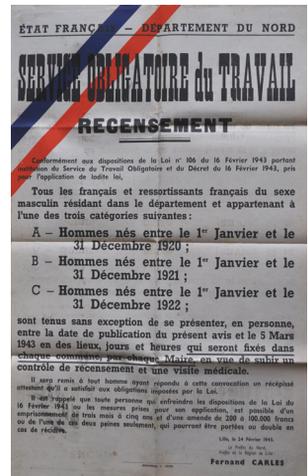
En novembre 1942, après l'opération Torch et les échecs en Méditerranée, les Allemands décident d'occuper la totalité du territoire français. La collaboration économique, militaire et idéologique de Vichy avec l'occupant se renforce et influence profondément l'opinion publique en faveur des Alliés.

## Une collaboration de plus en plus étroite avec l'occupant

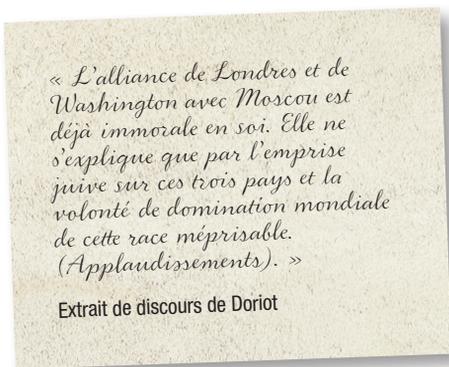
Le gouvernement de Laval applique avec brutalité un décret de février 1943, instituant le **STO (Service du Travail Obligatoire)**, afin d'envoyer des jeunes travailler en Allemagne, qui a besoin de main-d'œuvre dans ses usines.

En janvier 1943, la **Milice**, organisation paramilitaire, est créée par Joseph Darnand. Elle collabore avec la Sipo-SD (Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst, la police de sûreté du Reich au service de sécurité de la SS) pour traquer les Juifs et les résistants.

La **propagande antisémite se déchaîne**, comme le fait par exemple Jacques Doriot, secrétaire d'État à l'information et à la propagande, qui dénonce les origines juives de Pierre Dac, orateur gaulliste à la BBC.



Affiche pour le recensement STO



Extrait de discours de Doriot

Parallèlement, la répression menée par les Allemands se durcit. La déportation de répression et la déportation raciale s'amplifient ; les exécutions de condamnés à mort se multiplient. C'est en 1943 que les premiers résistants sont exécutés au Fort de Bondues. La Résistance perd de grandes figures aux mains allemandes, comme Berty Albrecht (31 mai 1943) et Jean Moulin (8 juillet 1943).

## La conférence de Casablanca et la situation de de Gaulle



© Internet Archive, Domaine public.

Bien que reconnu chef de la France libre, de Gaulle est en position délicate car considéré comme un « apprenti dictateur » par Roosevelt et tenu à l'écart des dates prévues pour le débarquement de novembre 1942. Les alliés anglo-américains lui préfèrent le général Giraud, mais concluent un accord avec l'amiral Darlan, ancien bras-droit de Pétain, pour s'assurer la coopération de l'armée française. Après l'assassinat de ce dernier le 24 décembre 1942, le général Giraud redevient l'interlocuteur privilégié des Alliés.

Ainsi, lors de la **conférence de Casablanca** le 14 janvier 1943, il est convié aux négociations avec Churchill et Eisenhower. Churchill et Roosevelt souhaitent planifier la stratégie des Alliés pour la suite du conflit. Une invitation est tout de même adressée à de Gaulle. Pour la conférence de presse, Giraud et de Gaulle se serrent la main : ils vont désormais devoir travailler ensemble.

## La situation de la France libre

De Gaulle parvient à réunir sous son commandement une grande partie des forces dissidentes et des colonies françaises, en particulier les jeunes des Antilles, ralliées à la France libre depuis l'été 1943.



© Fondation Charles de Gaulle

*Bataillon de marche des Antilles*

En Afrique du Nord, après s'être opposée à l'arrivée des Anglo-Saxons, l'armée française présente sur place rejoint les Forces Françaises Libres, non sans difficulté. En août 1943, elle fusionne avec les FFL\* et forme l'**Armée Française de Libération**, qui participe aux opérations militaires en Italie et en Provence.

## Focus : L'Amiral François Darlan (1881-1942)



© Bettman / D.R.

François Darlan est né le 7 août 1881 à Nérac (Lot-et-Garonne).

En 1940, il est particulièrement hostile à la marine britannique, surtout après l'attaque de la Royal Navy sur la Marine nationale française à Mers El Kébir (Algérie) en juillet de la même année. Favorable à l'armistice, Darlan soutient le gouvernement de Vichy à l'intérieur et prône la neutralité à l'extérieur.

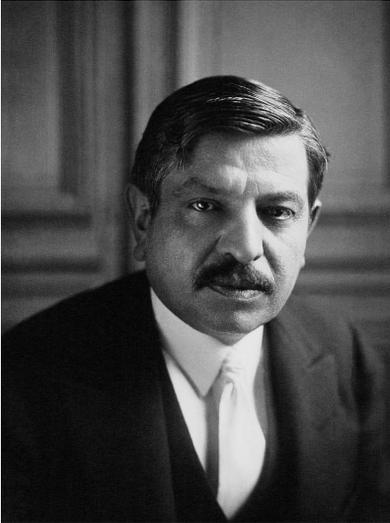
Il devient ministre des marines marchande et militaire dans le premier gouvernement Pétain. Après le renvoi de Pierre Laval le 13 décembre 1940, il est le successeur désigné de Pétain par acte constitutionnel. De février 1941 à avril 1942 il est vice-président du Conseil des Ministres et chef du gouvernement. Darlan est l'un des artisans de la création du Commissariat

Général aux Questions Juives, chargé de préparer et d'appliquer la politique discriminatoire vis-à-vis des Juifs de France. Il signe les protocoles de Paris en mai-juin 1941 entre le régime de Vichy et le Troisième Reich, recherchant la collaboration avec les Allemands. Il obtient ainsi la libération de tous les marins prisonniers et des 10 000 prisonniers de guerre d'Afrique.

Cependant, en 1942, sa politique est un échec et les Allemands exigent le retour de Laval au pouvoir. Darlan démissionne de ses fonctions gouvernementales le 17 avril 1942, tout en gardant le rôle de commandant en chef des forces militaires. Le 5 novembre, il quitte Vichy pour se rendre au chevet de son fils gravement malade à Alger, où il est arrêté par un groupe de résistants algérois. Ces événements ont lieu en même temps que l'Opération Torch, débarquement des forces alliées anglo-américaines au Maroc et en Algérie. S'étant rendu aux Alliés, Darlan devient à leurs yeux un interlocuteur privilégié. Désavoué par Vichy, il change de camp et prend le titre de Haut-commissaire pour la France en Afrique. Il fait entrer l'Afrique française du Nord dans la lutte contre l'Axe, aux côtés du général Giraud, devenu chef des forces armées françaises.

Il est assassiné le 24 décembre 1942 par le jeune résistant français Fernand Bonnier de la Chapelle. Ce geste change la donne politique et aboutit à la prise de contrôle des autorités civiles et militaires par le général Giraud, qui se voit invité par les Alliés aux côtés de de Gaulle à la conférence de Casablanca en janvier 1943.

## Focus : Pierre Laval (1883 – 1945)



© bnf / gallica.fr / Agence Meurisse

Pierre Laval est une **figure centrale de la collaboration**. Sous la III<sup>e</sup> République, c'est un homme politique important, notamment dans le gouvernement de Pétain.

D'abord élu député socialiste en 1914, il s'oppose à l'Union sacrée. Après la Première Guerre mondiale, il prend progressivement ses distances avec les socialistes. Maire d'Aubervilliers de 1923 à 1944, Il est élu député du Cartel des Gauches en 1924, puis rompt avec la gauche en devenant sénateur en 1926 sur une liste « Union nationale républicaine ». C'est un avocat prospère et un homme d'affaires avisé.

Il est à plusieurs reprises ministre des Travaux Publics, du Travail, des Affaires étrangères. Il est même président du conseil (équivalent du Premier Ministre)

en janvier 1931. Écarté du pouvoir en 1936, il revient au sein du gouvernement de Pétain avec le portefeuille de la Justice le 23 juin 1940. **C'est le principal acteur du vote des pleins pouvoirs à Pétain.**

Du 12 juillet 1940 au 14 décembre 1940 il dirige la politique française : il est convaincu d'une entente nécessaire avec l'Allemagne à qui il faut donner des gages de bonne volonté. Il est en revanche passif dans la mise en place de la révolution nationale. Cette politique de collaboration active inquiète : il est évincé le 14 décembre, mais garde des contacts étroits avec Pétain. Pour lui il faut insérer la France dans l'Europe allemande et le combat antibolchévique. Le 22 juin 1942, il proclame : « **Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle le bolchevisme demain s'installerait partout.** ».

Laval obtient de plus en plus de pouvoir : l'acte constitutionnel n°12 bis l'autorise à signer seul tous les décrets et les lois. **Le régime devient de plus en plus répressif et autoritaire** avec l'entrée au gouvernement de Joseph Darnand, Philippe Henriot et Marcel Déat.

En août 1944 il est à Sigmaringen, et se considère comme otage du III<sup>e</sup> Reich. Il ne réussit pas son projet de fuite en Espagne et est remis par Franco au gouvernement provisoire. Témoin au procès de Pétain, il passe en jugement le 4 octobre 1945 et **condamné à mort le 9 octobre, fusillé le 15 octobre 1945.**



Le Maréchal Pétain et Pierre Laval à Vichy en 1942., Wikicommons

## Focus : Joseph Darnand (1887-1945)

© Bundesarchiv / Bild 146-1983-077-15A



Avec Pierre Laval c'est l'homme le plus haï de France : antisémite, anticommuniste, *cagoulard\**, collaborationniste, admirateur inconditionnel de Pétain.

Darnand rejoint le mouvement Action Française en 1925, et s'engage dans d'autres associations politiques comme Les Croix de Feu (ligue d'extrême-droite des années 1930) ou encore le parti populaire français. Dès septembre 1939, la France entre en conflit avec l'Allemagne Nazie, et Darnand rejoint de nouveau l'armée française jusqu'en août 1940 où il rejoint la zone libre. Pour lui, la défaite est due à la République et aux élus républicains. **Il se rallie au maréchal Pétain**, et entre dans la légion française des combattants. Darnand préside rapidement cette association dont l'objectif est de préparer la revanche. En parallèle, il crée le **Service d'Ordre Légionnaire (SOL)** en août 1941, pour lutter contre la démocratie, le communisme, le peuple juif et la Résistance. (Serment du SOL : « **Je jure de lutter contre la démocratie, contre la dissidence gaulliste et contre la lèpre juive** »).

Le 23 novembre 1942 il participe à la **fondation de la Phalange africaine à Tunis**, armée par les Allemands et qui **prête serment à Hitler**. Sa mission est de défendre l'Afrique du Nord contre les attaques Alliées. Le SOL\* est rapidement remplacé par **la Milice** le 30 janvier 1943 : son objectif est de défendre la Révolution Nationale aux côtés de l'Allemagne. La Milice doit dénoncer et combattre les maquis, lutter contre la Résistance.

En janvier 1944 les Allemands imposent l'entrée au gouvernement de Doriot, Joseph Darnand et Marcel Déat. Joseph Darnand devient secrétaire d'État à l'intérieur en juin 1944 tout en étant secrétaire général de la Milice depuis janvier de la même année. Son intention est de mettre en place **un régime milicien pronazi et combattre la Résistance avec détermination**.

Lors de la Libération de la France par les Alliés, les collaborateurs du régime de Vichy dont Joseph Darnand fuient l'avancée des troupes en septembre 1944. Ils rejoignent l'Allemagne et prennent le château de Sigmaringen comme enclave française jusqu'en avril 1945. Tout comme les anciens Miliciens, Darnand est ensuite affecté à la Division Charlemagne (Waffen SS). Il se fait arrêter le 25 juin 1945 par les Britanniques.

Il est jugé par la Haute Cour de justice, puis **condamné à mort et exécuté le 10 octobre 1945**.

# 1943, l'union des Résistances

---

**Pour libérer le territoire et fonder une France nouvelle, l'union de la France Libre et de la Résistance intérieure est nécessaire.**

## Les étapes du rapprochement des Résistances

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord change la donne pour le général de Gaulle. **L'occupation de la Zone sud** rebat les cartes pour les mouvements de Résistance de cette zone : l'ennemi n'est plus uniquement Vichy, mais aussi l'occupant qu'il faut combattre. L'union devient nécessaire pour vaincre l'Allemagne nazie, libérer le territoire français tout en le débarrassant du même coup du régime de Vichy et fonder une France nouvelle imaginée dans la clandestinité. Mais le rassemblement des forces ne se fait pas sans difficultés.

Les deux Résistances, celle de la France Libre et la Résistance intérieure ont besoin l'une de l'autre.

Tout d'abord, **la Résistance intérieure manque cruellement de moyens**, qui ne peuvent venir que de l'extérieur : de la France Libre, mais aussi des Services secrets anglais, si la France Libre n'intervient pas. D'autre part, les mouvements veulent être traités en égaux et non en subordonnés du général de Gaulle.

De son côté, **le général de Gaulle est dans une situation fragile** : bien que reconnu chef de la France Libre par la Grande-Bretagne et l'URSS, il a besoin de l'appui de la Résistance intérieure pour incarner la voix de la France auprès des alliés américains qui, après avoir misé sur l'amiral Darlan, tentent une nouvelle carte avec le général Giraud.

Le parti socialiste s'est reconstitué (Comités d'action socialistes) et le rôle des communistes augmente au sein de la Résistance.

Les tensions sont donc vives entre les protagonistes qui entendent participer à la libération du pays et à sa refondation.

## Le CNR (Conseil National de la Résistance) : symbole de l'union nationale

Dès le 18 juin 1940, le général de Gaulle **a refusé le gouvernement de Vichy** qu'il juge inconstitutionnel et mis en place progressivement un gouvernement de la France Libre en fondant le Conseil de l'Empire (octobre 1940), sans en avertir les Britanniques, puis le Comité National Français (septembre 1941) dont l'organisation reste inchangée jusqu'à la création du Comité Français de Libération Nationale (CFLN).

Malgré la présence de personnalités comme René Cassin et Félix Gouin, de Gaulle exerce un pouvoir personnel (lui seul est habilité à nommer les membres du Comité et à les renvoyer). Cela suscite **la méfiance des socialistes** qui craignent les dérives autoritaires du général, même si la France Libre est dotée d'un exécutif régulier qui prépare le retour à la légalité républicaine et se penche sur les réformes à entreprendre dans la France libérée.

Afin de rassurer la Résistance intérieure, de Gaulle diffuse une « *Déclaration du chef de la France Libre aux mouvements de résistance* » et clarifie ses intentions politiques. Puis, en juillet 1942, la France Libre prend le nom de **France Combattante**, montrant sa volonté de rassembler tous ceux qui combattent l'ennemi, en France comme à l'étranger.

Parallèlement, des hommes sont envoyés en mission en France afin de coordonner les actions des deux Résistances. Dans ce cadre, les missions confiées à **Jean Moulin** par de Gaulle marquent une étape déterminante : lui est confiée la tâche difficile d'**unir tous les mouvements de Résistance**. En 1943, «Combat» (union du Mouvement de Libération Nationale et de Liberté) rejoint les Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R), aux côtés de Libération-Sud et de Franc-Tireur.



Le comité directeur des M.U.R.\* **est présidé par Jean Moulin**, assisté de 3 commissaires (Frenay (Combat), d'Astier de la Vigerie (Libération-Sud) et Levy (Franc-Tireur)). La Zone Sud est divisée en 6 régions dirigées par le représentant du groupe le plus qualifié.

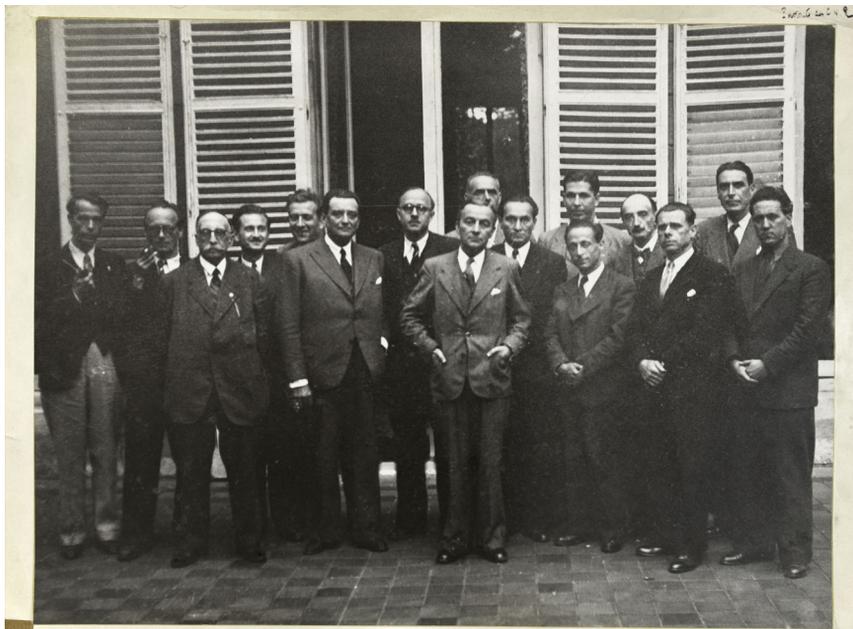
À partir de ce moment est implantée en Zone Sud une véritable organisation clandestine, structurée et divisée en plusieurs branches (faux-papiers, maquis, propagande, renseignement...).

Jean Moulin, représentant du Général de Gaulle, préside le CNR.

Jean Moulin **forme également l'Armée secrète**, une structure de combat issue du regroupement des formations paramilitaires des trois plus importants mouvements de résistance de la Zone Sud, dont le général Delestraint devient le chef.

**En Zone Nord, la coopération est moins avancée.** C'est ainsi que Pierre Brossolette, puis le colonel Passy (chef du Bureau Central de Renseignements et d'action (BCRA\*)) et l'officier du Special Operations Executive (SOE\*), Yeo-Thomas, y sont dépêchés (c'est la mission « Arquebuse-Brumaire »). Le 26 mars 1943, ils **réunissent les chefs des cinq principaux mouvements de résistance** (« Ceux de la Libération », « Ceux de la Résistance », « Libération-nord », « OCM\* », « Front national ») dans un comité équivalent à celui mis sur pied par Jean Moulin en Zone Sud.

Mais c'est surtout la **création du CNR\*** qui marque l'année 1943. Elle est essentielle pour de Gaulle qui veut créer un organisme regroupant les forces agissantes et signifiantes : non seulement les mouvements de Résistance des deux zones, mais aussi les partis et tendances politiques, ainsi que les syndicats reconstitués.



*Les membres du CNR le 27 mai 1943*

© Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

## Du Comité National Français au CFLN\*

Le CNR\*, sous la présidence de Jean Moulin, seul représentant du général de Gaulle et du Comité National français en France occupée, se réunit à Paris, rue du Four le 27 mai 1943.

Après des débats parfois houleux, le Conseil de la Résistance (il devient « National » un peu plus tard) s'accorde sur la motion de Georges Bidault : « *[que le gouvernement provisoire] soit confié au général de Gaulle qui fut l'âme de la Résistance aux jours les plus sombres et qui n'a cessé depuis le 18 juin 1940 de préparer en pleine lucidité et en pleine indépendance la renaissance de la Patrie détruite, comme les libertés républicaines déchirées.* »

**Avant le 27 mai 1943, il y avait des résistants : après, il y a UNE Résistance.**

Le CNR\* possède une représentativité indiscutable, un atout majeur pour de Gaulle qui a derrière lui un organisme fédérateur.

La volonté des Anglo-américains de rapprocher les points de vue de Londres (de Gaulle) et d'Alger (Giraud) amène ce dernier à accueillir le chef de la France Combattante à Alger le 30 mai 1943 et à former le CFLN\*. Petit à petit, de Gaulle s'impose. Après « l'affaire corse », Giraud démissionne de la co-présidence le 9 novembre 1943.



© O.E.L.C. / Le Mémorial de Caen

Le général de Gaulle inaugure l'Assemblée Consultative Provisoire à Alger le 3 novembre 1943

# La Résistance intérieure monte en puissance

En 1943, dans l'attente d'un débarquement en France, face aux rigueurs d'une occupation qui s'étend à l'ensemble du territoire métropolitain et au durcissement de la politique de Vichy, la Résistance intérieure étend son champ d'action et son audience.

Les réseaux de résistance sont des organisations militaires, créées le plus souvent à l'initiative de la France Libre (BCRA\*) ou par les services secrets britanniques (MI6 et MI9, SOE\*) qui leur fournissent **argent, matériel et armes** pour des objectifs précis : le renseignement, l'aide à l'évasion, le sabotage, l'action. Les réseaux « action » prennent de l'ampleur à partir de 1943, parce que les Britanniques veulent retarder au maximum les chantiers liés à l'utilisation des armes nouvelles d'Hitler contre le Royaume-Uni et parce que, de son côté, le BCRA\* crée de nouveaux réseaux dans le cadre de la lutte entre les partisans de de Gaulle et ceux de Giraud.

Dans la zone rattachée (Nord-Pas-de-Calais), le réseau « **Sylvestre Farmer** » est l'un des plus efficaces. Michel TROTOBAS (le « Capitaine Michel »), agent du SOE\*, reçoit au Royaume-Uni un entraînement très poussé. En novembre 1942, il est parachuté avec deux autres hommes, dont

un opérateur-radio, dans la région parisienne. Leur mission : **implanter dans le Nord de la France une puissante organisation pour effectuer des sabotages ciblés.**



© MRB

Malgré des difficultés, en juin 1943, le Capitaine Michel rassemble derrière lui 200 hommes recrutés à Lille, Roubaix et Armentières. Le réseau, baptisé « Farmer », est aussi connu sous le nom de code de son chef, « Sylvestre ». Il dispose d'armes (récupérées par parachutage), de matériel et d'argent.

Entre le 27 février et le 23 novembre 1943, le groupe réalise **8 sabotages spectaculaires** qui visent principalement le matériel et les installations pouvant servir à l'occupant afin de lui nuire, comme la destruction, en gare de Roubaix, de 400 000 litres d'essence pour avion le 5 novembre 1943.

Après l'arrestation du Capitaine Michel le 27 novembre, l'action reprend avec, entre autres, le sabotage du dépôt de la SNCF de Tourcoing le 28 décembre 1943.



© MRB

*Sabotage du matériel DCA\* de Tourcoing sur la ligne Tourcoing-Lannoy, le 6 novembre 1943, par le réseau « Sylvestre Farmer ».*

## La 35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI\* « Marcel Langer »

Les **FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans - Main d'Œuvre Immigrée)** sont des petites unités d'hommes et de femmes issus de la Main d'Œuvre Immigrée, organisation communiste, spécialisées dans les actions diverses : sabotages, attentats contre des soldats allemands, exécutions de « collabos ». Ils opèrent en général en milieu urbain. La plus connue d'entre elles est le groupe « Manouchian ». Tout en conservant leur autonomie, les FTP -MOI\* font partie des FTP (Francs-Tireurs et Partisans) formés par le PCF (Parti Communiste Français) pour la lutte armée. Estimés à plus de 20 000 (par le PCF) en 1944, **les FTP\* représentent la force militaire la plus active de la Résistance.**

Créée à l'automne 1942 (occupation de la zone sud en novembre), la brigade mène la guérilla urbaine à Toulouse, mais aussi Montauban, Agen. Composée d'une dizaine de membres actifs, elle comprend des communistes ayant servi dans la Guerre d'Espagne, des républicains espagnols, des paysans italiens proches du parti communiste, mais aussi des Polonais et de jeunes juifs étrangers et de nombreuses femmes. Le groupe est dirigé par Mendel Langer, alias « Marcel », ancien combattant des Brigades Internationales.



Marcel Langer, © Maitron

La première action d'éclat de la brigade est la destruction de camions allemands à la gare Matabiau et place du Capitole à Toulouse. Mais « Marcel » est arrêté, incarcéré à la prison Saint Michel de Toulouse et condamné à mort en mars 1943 par la Section spéciale de la cour d'appel de Toulouse, après le réquisitoire du procureur Lespinasse qui déclare : « **Vous êtes juif, étranger et communiste, trois raisons pour moi de réclamer votre tête** ».

Le successeur de « Marcel », Jan Gerhrard, un Polonais, ordonne aux autres membres d'exécuter « une action par jour ». Dès lors sabotages de voies ferrées, « grenadage » de soldats allemands, vols d'armes, de dynamite et de documents se succèdent. « Marcel » est guillotiné le 23 juillet 1943 et c'est à ce moment que la brigade, qui jure de se venger, prend le nom de 35<sup>e</sup> brigade Marcel Langer. Le 10 octobre 1943, elle exécute le procureur Lespinasse.

Les actions se poursuivent jusqu'en avril 1944 : attaques de casernes, tramways, cinémas fréquentés par les Allemands, malgré des arrestations au sein du groupe.

Mais le groupe est traqué par la police de Vichy : une partie est arrêtée en avril 1944, remise aux autorités allemandes et déportée dans le convoi dit du « Train fantôme », parti de Toulouse le 3 juillet 1944 et arrivé à Dachau le 28 août 1944. D'autres membres de la brigade sont affectés à des maquis du Nord et de l'Est de la France et certains participent à la Libération, en tant que FTP\*.



*Brassard de la 35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI « Marcel Langer »*

# Focus : Les maquis

À l'origine, le terme « **maquis** » désigne une formation végétale dense, composée de buissons et d'arbres épineux, difficilement accessible, typique de la Corse.

Il revêt un double sens au cours du printemps 1943 : il désigne alors **un lieu difficile d'accès** (montagne, forêt, région escarpée) et **un groupe de gens (généralement des hommes jeunes) qui y trouvent refuge et y vivent dans la clandestinité**. À partir de l'été 1943, s'y ajoute une connotation militaire.

Dès le printemps 1942, des maquis « précurseurs » se sont formés sous l'impulsion d'hommes à la forte personnalité comme Georges Guingouin ou Henri Petit (colonel Romans-Petit). Mais c'est véritablement à partir de la fin 1942 et au début 1943 que le phénomène se développe.



*Démonstration de pistolet mitrailleur Sten : Maquis de Haute-Loire*

© SHD, Vincennes, fonds du comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale (SHD/DE, 2007 ZC 18/1)

Il y a plusieurs explications à l'apparition de cette nouvelle forme de résistance en dehors des réseaux et des mouvements de résistance.

Au cours de l'année 1942, **la collaboration de Vichy avec l'occupant s'est renforcée** : par **l'augmentation des déportations** (grandes rafles) et par **l'institution de la « Relève »** (annoncée le 22 juin 1942), concernant en premier lieu des travailleurs qualifiés : pour 3 départs volontaires en Allemagne, 1 prisonnier français pourrait rentrer. Mais cette mesure est un échec. Aussi, dès le 4 septembre une loi autorise **l'envoi forcé de travailleurs**. Elle est complétée par la loi du 16 février 1943, par laquelle le gouvernement de Pierre LAVAL institue le **STO (Service du Travail Obligatoire)** : obligation pour les jeunes gens en âge de faire leur service militaire d'aller travailler en Allemagne (qui a de plus en plus besoin de main d'oeuvre). Toutes ces mesures, jointes à **l'occupation de la zone dite « libre » le 11 novembre 1942**, provoquent le désaveu du régime de Vichy et le retournement d'une grande partie de l'opinion publique en faveur de la Résistance et de la France Libre.

La lutte contre le travail en Allemagne transforme la Résistance. Suivant le mot d'ordre de la presse clandestine, « *Pas un homme pour l'Allemagne !* », ils sont entre **10 000 à 15 000 jeunes « réfractaires » en mars-avril 1943 qui « montent au maquis »** ou « prennent le maquis », entrent dans la clandestinité dans des zones difficiles d'accès pour échapper au STO\*.

On trouve des maquis dans la plupart des régions montagneuses, mais peu dans les Pyrénées, continuellement surveillées, car région frontalière de l'Espagne (par laquelle se faisaient des évasions, le pays étant neutre en théorie). Au printemps 1943, d'autres maquis se créent dans les Vosges, le Morvan. Certains apparaissent dans les plaines et les vallées, les campagnes, les forêts (Sologne).

Venus d'horizons très divers, les jeunes qui rejoignent les maquis sont souvent sans expérience de la vie dans la clandestinité, d'une part, et de la pratique du combat d'autre part. Très vite, se pose le problème de leur prise en charge et la Résistance est divisée sur le sujet. La France Libre est **très réticente** devant ce phénomène imprévu qui réclame des moyens financiers et logistiques supplémentaires, pour lesquels elle dépend des Britanniques. Le BCRA\*, Jean Moulin et le général Delestraint ne prennent pas la mesure de cette situation nouvelle et considèrent qu'elle remet en cause l'AS (Armée Secrète).

Le 1<sup>er</sup> avril 1943, une directive du Comité Directeur des M.U.R.\* établit « *l'acte de naissance officielle des maquis au sens militaire du terme* »<sup>1</sup> en proposant d'exploiter et d'orienter ce grand courant de révolte ainsi que d'organiser les groupes de réfractaires.

Il convient donc de distinguer ceux qui veulent simplement se cacher pour échapper au STO\* et qui sont pris en charge dans les « maquis-refuges », de **ceux qui veulent se battre (« maquisards ») au sein des « maquis-combattants »** et qu'il convient de former et d'encadrer. Tous ces jeunes qui ont besoin d'être aidés et ravitaillés rencontrent le milieu rural (qui fournit le ravitaillement et les caches) et réciproquement : de nouvelles solidarités se créent.

Fin avril 1943, c'est la **création du SNM (Service National du Maquis)** qui définit le cadre de l'action et de l'organisation des maquis qu'Henri Frenay confie à M. Brault. Il s'agit de « transformer les réfractaires en combattants » dans une organisation de type militaire : parfois on fait appel à des officiers de l'Armée Secrète pour former les cadres. Les jeunes reçoivent une instruction militaire, s'entraînent au combat, comme de véritables soldats et suivent un « code d'honneur ». Ces maquis mobiles, qui ne doivent pas dépasser 30 hommes pour les M.U.R.\*, doivent servir de « tête de pont » à la Libération, le débarquement étant escompté pour l'automne 1943.

---

1 Fabrice GRECARD, Les maquisards, Vendémiaire, 2019.

De leur côté, les FTP\*, longtemps réticents, créent leurs propres structures de manière autonome et indépendante par rapport au SNM\*, à partir de l'été 1943.

Les premiers « coups de main » des maquis sont des **opérations souvent menées contre des collaborateurs notoires ou des organismes dépendant de Vichy** (comme les camps de jeunesse) pour se nourrir et se vêtir. De leur côté, les maquis FTP\*, outre les opérations de réquisition, doivent aider aux travaux des champs, protéger les agriculteurs contre les agents de réquisition de Vichy et, grâce à leur instruction militaire, porter des coups à l'ennemi.

Progressivement, **les maquis sont mieux organisés et procèdent à des opérations spectaculaires** : sabotages ferroviaires principalement, attaques contre les « collabos », les services de Vichy, les installations au service des Allemands. Les recrutements s'accroissent (jusqu'à l'automne 1943), les maquis sont devenus des unités combattantes et disciplinées.

Tout cela est relayé à Vichy, mais aussi à Londres où la France Libre a pris conscience de l'atout que représentent les maquis pour le jour J. Cependant, comme la perspective du débarquement n'est pas proche, il n'y a pas d'intensification des parachutages d'armes. Mais Vichy et l'occupant répriment durement les maquis : aux opérations allemandes contre « les bandes », s'ajoutent celles de la Milice et des GMR\* de Vichy. Aussi, fin 1943 jusqu'en mars 1944, on assiste à une baisse des effectifs.



Affiche «Ceux du Maquis», Éditions Salabert.

# Les débarquements : Faire de la bataille de France la bataille de la France

« La bataille suprême est engagée. Après tant de combats, de fureur, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France ». Par ces mots le 6 juin 1944, de Gaulle annonce le débarquement de Normandie. Soucieux de son autorité et d'éviter une mise sous tutelle du pays par les Alliés il exhorte les Français à prendre part à leur Libération.

## Le débarquement de Normandie : opération « Overlord »

La date du débarquement est fixée par la **conférence de Téhéran** fin novembre 1943. De Gaulle n'en a pas été informé et n'apprend que le 4 juin par Churchill son imminence. Il accepte tout de même de prononcer le discours radiodiffusé du 6 juin afin d'exhorter les Français à combattre l'occupant. De son côté, la propagande de Vichy exploite la mort de français dans les bombardements alliés, les invitant à ne pas se mêler du conflit.

**Le débarquement réussit malgré de lourdes pertes** ; il faut ensuite près de deux mois pour que les Alliés gagnent la bataille de Normandie. Si la contribution militaire française à l'opération Overlord est faible, 20 000 civils normands sont tués pour sa réussite sans compter les destructions matérielles.

## Ces Français du jour J

**Le commando Kieffer** avec ses 177 hommes est devenu « un mythe compensatoire » pour pallier le peu d'effectif des forces françaises engagées le 6 juin 44. Pourtant, plus de 3000 Français (177 fusiliers commandos, 38 parachutistes intégrés au Special Air Service, 2 600 marins ainsi que 227 aviateurs) participent au débarquement. Mais engagés dans les forces britanniques, ils sont exclus de la mémoire de la France libre.

*Le commando Kieffer en Angleterre avant le débarquement en Normandie, 1944*

© Archives du Calvados. F/10059/24



## Le débarquement de Provence

Le 15 août 1944, trois divisions américaines débarquent sur les côtes de Provence : c'est le début de l'**opération Anvil-Dragoon**, qui, contrairement au débarquement de Normandie, est majoritairement assurée par des soldats Français.



TERRE 264-5917 © Auteur inconnu / ECPAD / Défense

*Des tirailleurs africains, en route vers les côtes françaises lors du débarquement du 15 août 1944 en Provence.*

En effet, le 16 août, **230 000 hommes de l'armée B du général de Lattre de Tassigny, pour moitié originaires d'Afrique et des colonies, débarquent à leur tour** et participent à la libération de Toulon (libérée le 26 août) et Marseille (libérée le 28 août).

Les combats permettent la libération rapide du sud du pays par des Français. C'est en Bourgogne le 12 septembre 1944 que s'effectue la jonction entre l'Armée B et la division Leclerc débarquée à Utah Beach (Normandie) le 1<sup>er</sup> août et qui libère Paris le 25 du même mois.

À l'automne 1944, les FFI intégrés à la 1<sup>re</sup> armée durant « l'amalgame » viennent remplacer des contingents venus d'Afrique noire lors d'une opération de « blanchiment » des troupes pouvant laisser croire que les colonies n'ont pas pris leur part dans la libération de la métropole.

## L'appui des maquis

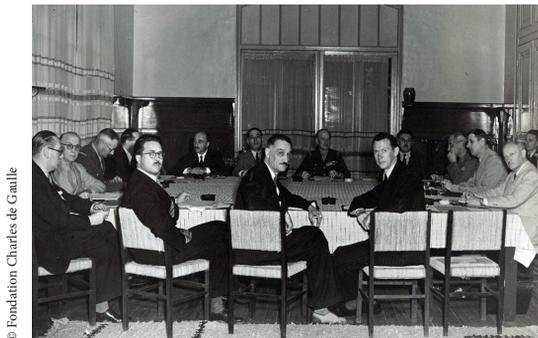
L'espoir d'une libération imminente pousse des milliers de jeunes hommes à rejoindre les maquis. Ainsi dans le Morbihan 2500 résistants se rassemblent à Saint-Marcel. Ils mènent des opérations pour empêcher les troupes allemandes stationnées en Bretagne de rejoindre le front de Normandie. Le maquis de Saint-Marcel est l'un des grands maquis mobilisateurs qui contribuent à la Libération. Ces maquis ont aussi un rôle politique : créer des « réduits libérés » pour soutenir un gouvernement provisoire au cas où les Alliés persisteraient à vouloir administrer la France.

# Le retour du chef de la France Libre

---

Entre le 3 juin et le 3 septembre 1944, la France vit une période décisive dans la reconquête de sa liberté et la refondation de ses institutions démocratiques.

## La création du GPRF\* et les travaux de l'Assemblée d'Alger



Le 3 juin 1944, le CFLN\* se transforme et devient le **Gouvernement provisoire de la République française (GPRF)** à Alger, sous l'égide du Général de Gaulle. Le GPRF\* affirme l'autorité légale de la France libre face au régime de Vichy. Son rôle est clair : préparer le retour à la République et organiser la reconstruction du pays après la défaite de l'occupant.

En parallèle, l'Assemblée consultative provisoire, qui siège à Alger depuis novembre 1943, commence à dessiner le visage de la France d'après-guerre. Elle met en place les premières réflexions sur la **création de la future Sécurité Sociale**, la **reconnaissance du droit de vote des femmes**, la **question de l'épuration** ou encore la **nationalisation de secteurs clés de l'économie** comme les transports, l'énergie ou les banques.

## Le retour de De Gaulle en France court-circuite l'AMGOT\*

Le gouvernement militaire allié des territoires occupés (en anglais : AMGOT) est instauré par les Alliés pour administrer les territoires occupés après leur libération des forces allemandes. L'idée est de s'assurer que l'ordre et les services publics soient rétablis, et que les administrations soient sous le contrôle des Alliés jusqu'à ce qu'un gouvernement stable puisse être mis en place.

De Gaulle, lui, **refuse catégoriquement que la France soit administrée par une puissance étrangère** et considère qu'elle doit retrouver sa souveraineté nationale dès sa libération. Le 14 juin, il débarque à Courseulles-sur-Mer, marquant symboliquement le retour du chef de la France libre sur le sol métropolitain. Son retour et son influence politique permettent à la France de préserver sa souveraineté, sans l'intervention de l'AMGOT\* ; ce succès renforce la légitimité du GPRF\*, reconnu par les Alliés le 23 octobre 1944.

## La libération de Paris et l'installation du GPRF en France



© Fondation Charles de Gaulle

*Charles de Gaulle descendant les Champs-Élysées le 26 août 1944*

Le mois d'août 1944 est marqué par des soulèvements populaires dans plusieurs villes, avec pour point culminant la libération de Paris. Depuis le 19 août, la capitale est en ébullition. La Résistance parisienne déclenche une insurrection contre l'occupant, et, le 25 août, les troupes alliées, menées par la 2<sup>e</sup> division blindée du général Leclerc, entrent dans la ville. Le même jour, le Général de Gaulle fait une entrée triomphale dans la capitale et prononce depuis l'Hôtel de Ville son célèbre discours : « **Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré !** ».

Le retour du général de Gaulle à Paris n'est pas seulement symbolique ; il incarne aussi la restauration de l'État républicain.

À partir du 3 septembre, le GPRF\* s'installe officiellement à Paris, où il prend le relais des autorités locales et des forces de la Résistance. Dès lors, le gouvernement s'attelle à des tâches colossales : **la reconstruction du pays, l'épuration des collaborateurs, et surtout, la refondation de la République.**

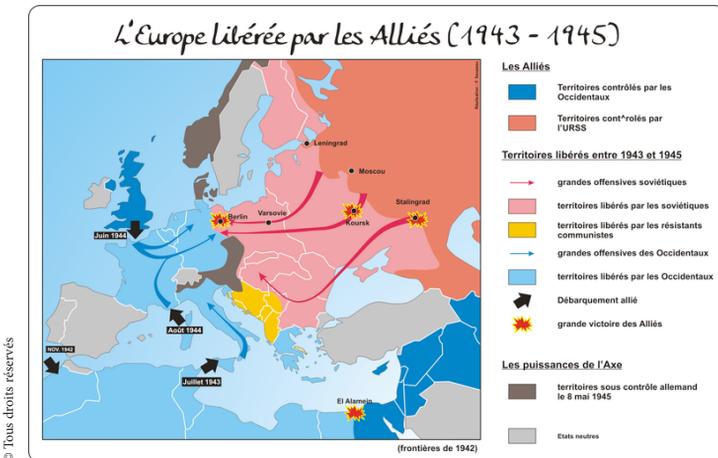
# Une libération longue à venir

Le débarquement du 6 juin en Normandie suscite une immense espérance chez les Français. Mais ils doivent subir les conséquences des bombardements alliés, une répression sans commune mesure et des déportations jusqu'aux derniers jours de la retraite allemande.

## Les étapes de la libération du territoire

Les Alliés profitent du repli général allemand pour progresser vers l'Ouest et le Nord, mais seuls les trois-quarts du pays sont libérés à la mi-septembre 1944. Ils entreprennent alors une percée vers le Rhin et lancent une offensive générale dans les Vosges le 14 novembre 1944. Une contre-offensive allemande les bloque dans les Ardennes le 16 décembre.

Les dernières poches tenues par l'ennemi sur la façade atlantique tombent entre le 18 avril à Royan et le 9 mai 1945 à Dunkerque, où la Brigade blindée tchécoslovaque du général Alois Liška reçoit en mains propres l'acte de reddition de la « Forteresse » signé par le vice-amiral Friedrich Frisius.



## L'incorporation des FFI\* à l'armée française nouvelle

Les **Forces françaises de l'Intérieur (FFI)** sont créées en février 1944 afin de réunir l'ensemble des combattants de la Résistance française : maquisards, membres des corps francs, insurgés ou volontaires. Il s'agit de coordonner leurs actions en vue du débarquement. Intégrés à l'armée française le 9 juin 1944, leur statut militaire fixé dans l'urgence reste vague et provoque des tensions dans la répartition des rôles entre autorités militaires et civiles.

## L'intensification de la répression et le massacre des civils en 1944

La **répression allemande s'accroît** face à une Résistance plus nombreuse et mieux organisée. Quelques-uns des plus grands massacres qualifiés de « représailles » ont lieu avant même le 6 juin 1944. Face à l'attaque massive de la Wehrmacht alliée aux forces de Vichy à partir du 26 mars 1944, le maquis des Glières (Haute-Savoie) subit ses pertes les plus importantes avec 129 maquisards et 20 résistants des vallées environnantes fusillés ou morts en déportation.

Dans le Nord, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril 1944, le bataillon de reconnaissance de la 12<sup>e</sup> division blindée de la S.S. Hitlerjugend **massacre 86 civils à Ascq (Nord)** en réponse au déraillement d'un train spécial opéré par la Résistance.



© Mémorial Ascq 1944

*Une foule estimée à 20 000 personnes se rend à Ascq le 5 avril 1944 à 11 h 30 pour les funérailles des 86 civils massacrés par les SS dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril.*

Le nom de la **2<sup>e</sup> division Waffen-SS « Das Reich »** est indissociable des massacres de l'été 1944. Le 9 juin, 99 otages sont pendus ou déportés à Tulle (Corrèze) ; 67 personnes sont exécutées à Argenton-sur-Creuse (Indre). Le lendemain, le 10 juin, les exactions font 642 victimes à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne).

Sous la direction du chef de la Sipo-SD de Lyon, des planeurs et parachutistes de la Luftwaffe attaquent Vassieux-en-Vercors (Drôme) les 21 et 22 juillet. 73 habitants et 120 combattants FFI sont massacrés. Fin août, ce sont plus de 200 personnes qui perdent la vie à Maillé (Indre-et-Loire) et dans la vallée de la Saulx (Meuse).

### Le « train de Loos »

Malgré la progression des armées alliées, les déportations ne cessent pas. Le 1<sup>er</sup> septembre 1944, quelques heures avant la libération de Lille, **871 détenus de la prison de Loos sont déportés vers l'Allemagne** depuis Tourcoing. Seuls 275 d'entre eux survivent et rentrent de déportation.

## Focus : Le massacre d'Ascq

---

En 1939, Ascq est une commune de 3000 habitants située à l'est de Lille. La population est en grande partie ouvrière (cheminots employés à la gare d'Ascq ou aux ateliers de réparation d'Hellemmes). La place de la religion chrétienne dans la vie locale est importante avec une vie associative très active autour de l'Action catholique. Par ailleurs, dans l'entre-deux-guerres, les socialistes et les communistes mettent en place leurs propres associations.

### Ascq au tournant de mai-juin 1940

Dès le 28 mai 1940, la commune d'Ascq est **occupée par les soldats allemands** en face de la gare. Cette occupation est à mettre en perspective avec la situation stratégique de la commune, située sur la route nationale reliant Lille à Tournai (c'est sur cette route que passent les prisonniers français le 1<sup>er</sup> juin 1940) et traversée par la voie ferrée (Lille-Tournai).

### La résistance à Ascq

Les premiers actes de résistance sont menés spontanément dès le début de l'occupation en 1940 : par exemple, dès le 1<sup>er</sup> juin 1940, des habitants d'Ascq aident des prisonniers de guerre à se cacher alors qu'ils étaient déplacés vers la Belgique.

Par ailleurs, les résistants de la mouvance catholique mènent de nombreuses actions comme cacher des aviateurs alliés, des armes (l'abbé Maurice Cousin par exemple) ou encore fabriquer des faux papiers (en particulier pour les réfractaires au STO\*) à partir de 1943. Néanmoins, ils refusent de mener des actes de sabotage qu'ils estiment « prématurés ».

De plus, des résistants venant du monde industriel mènent eux aussi des actions à Ascq : par exemple, avec l'aide du secrétaire de mairie Jean Constant, Gaston Baratte falsifie les statistiques et les convocations pour les requis du STO\*.

### Le « groupe d'Ascq »

Paul Delecluse participe dès avril 1941 à la distribution du journal clandestin La Voix du Nord. Ainsi, autour de sa figure s'organise « **le groupe d'Ascq** » composé de quelques dizaines de résistants, dont Henri Gallois (ouvrier des ateliers de réparation d'Hellemmes), Edouard Lelong ou encore Louis Marga. Pour mener des actions ciblées, le groupe dispose d'un stock d'armes caché dans la cave de Jeanne Cools qui habite près de chez Paul Delecluse.

Plusieurs actes de sabotages sont menés fin mars 1944. Dans la nuit du 27 au 28 mars 1944, P. Delecluse décide de poser des explosifs sur la voie ferrée près de Tressin mais les dégâts n'interrompent le trafic que quelques heures. Le 29 mars, une charge explose entre Ascq et Tressin sans que les dégâts ne soient conséquents (une locomotive touchée).

Ces actions ne sont pas forcément soutenues par tous les Ascquois, dont d'autres résistants comme Gaston Baratte et Léon Dewailly, qui craignent des mesures de représailles.

Néanmoins, **un nouveau sabotage est prévu dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril 1944** au cœur de la commune : le groupe d'Ascq, composé notamment de cheminots, choisit un aiguillage dont le remplacement est beaucoup plus délicat qu'un rail, entraînant potentiellement davantage de perturbations du trafic.

## La soirée du 1<sup>er</sup> avril 1944

Le soir du 1<sup>er</sup> avril 1944, le sabotage de la voie ferrée par des cheminots résistants du réseau « La Voix du Nord » vise un train de marchandises qui ne passe pas à l'heure prévue. En effet, un train transportant un bataillon de la 12<sup>e</sup> division Hitlerjugend S.S. dirigé par le lieutenant Walter Hauck passe par Ascq avant ce train de marchandises, sur ordre du lieutenant lui-même, informé des sabotages les jours précédents.

André Ollivier, un des membres du « groupe d'Ascq » et qui a communiqué l'heure de passage des trains au reste du groupe, travaille ce soir-là au poste d'aiguillage. À 22h34 démarre donc de Baisieux non pas un train de marchandises, mais un train transportant entre 350 et 400 hommes et une soixantaine de véhicules blindés dont des chars.

Avant le départ du train, Walter Hauck a reçu des instructions précises : en cas d'attaque, il faut appliquer l'ordonnance du commandant en chef des forces de l'ouest, le Generalfeldmarschall Sperrle en date de février 1944 concernant la lutte contre « les terroristes » : *« il faut riposter de suite avec les armes à feu. S'il arrive que soient frappés des innocents, le fait est regrettable mais il n'est imputable qu'aux terroristes. »*

Le mécanicien belge du convoi, René Dascotte, raconte qu'une « violente explosion » se produit vers 22h44 sous la machine. Elle a endommagé le transformateur et l'électricité est coupée presque partout dans Ascq. Elle ne fait aucune victime ni aucun blessé chez les S.S.

## La répression allemande

Des témoins entendent des coups de feu tirés depuis le train environ 30 minutes après l'explosion. Les S.S. se rassemblent et mènent **une répression extrêmement violente et planifiée**.

En effet, le lieutenant Walter Hauck les répartit en 4 commandos pour rafler des hommes de tous âges :

- Le commando Jura est envoyé aux abords de la Route Nationale ;
- Le commando de l'adjudant Weltzmayer est à la recherche du « pasteur », l'abbé Henri Gilleron ;
- Les commandos Hauer et Kudocke arrêtent les hommes dans les maisons le long de la voie ferrée.

Les otages sont ensuite amenés vers l'arrière du train pour être réunis en plusieurs groupes : la première rafle est menée dans les maisons situées sur le chemin longeant la voie ferrée. Les hommes raflés dans le village vont constituer les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> groupes d'otages, amenés l'un après l'autre le long de la voie vers l'arrière du train. Le maire d'Ascq, Georges Delebart, est raflé dans le 4<sup>e</sup> groupe. L'intervention de la Feldgendarmarie de Lille, prévenue par le cheminot Elie Derache et le receveur des postes, Maurice Roques, permet à 45 hommes d'échapper aux exécutions.

**Le bilan est très lourd : 86 morts, âgés de 15 à 74 ans, dont 77 abattus le long de la voie ferrée ou à proximité, la majorité vers la queue du convoi, et 11 blessés par balles.** Parmi les résistants fusillés, on retrouve l'aiguilleur André Ollivier, les abbés Maurice Cousin et Henri Gilleron ainsi que les industriels Gaston Baratte et Léon Dewailly.

Les membres groupe d'Ascq sont arrêtés fin avril et fusillés au fort de Seclin le 7 juin 1944 : ceux qui ont posé les explosifs (Paul Delecluse, Eugène Mangé, Henri Gallois, Louis Marga) et ceux qui n'étaient pas présents le 1<sup>er</sup> avril (Daniel Depriester et Raymond Monnet). Jeanne Cools est détenue dans la prison de Loos d'où elle est libérée le 1<sup>er</sup> septembre 1944.

## La réaction de la population civile et des journaux

**L'émotion est très vive** dans la commune d'Ascq et dans la région : ainsi, l'agent de liaison Johanna Pattyn, qui réside en face des maisons de cheminots, écrit une lettre à son fiancé le 2 avril 1944 : « *Les Allemands fous de colère sont venus nous mitrailler dans nos chambres. (...) Ils étaient ivres et sauvages. Ils sont rentrés chez nous à coups de crosse et de poings, nous bousculant revolver au poing, et visitant tout.* » Les funérailles des victimes ont lieu le 5 avril et réunissent des milliers de personnes.

Les journaux doivent publier la version des Allemands, à savoir que « *des coups de feu partant des maisons de la localité ont été tirés sur un train militaire* » et que les S.S. ont répondu à ces coups de feu. Les locaux de trois journaux (l'Écho du Nord, le Réveil du Nord et le Journal de Roubaix) sont occupés par la Feldgendarmarie et les rédacteurs sont obligés de publier cet avis. Néanmoins, le Réveil du Nord **contourne la censure en publiant la liste des 86 victimes.**

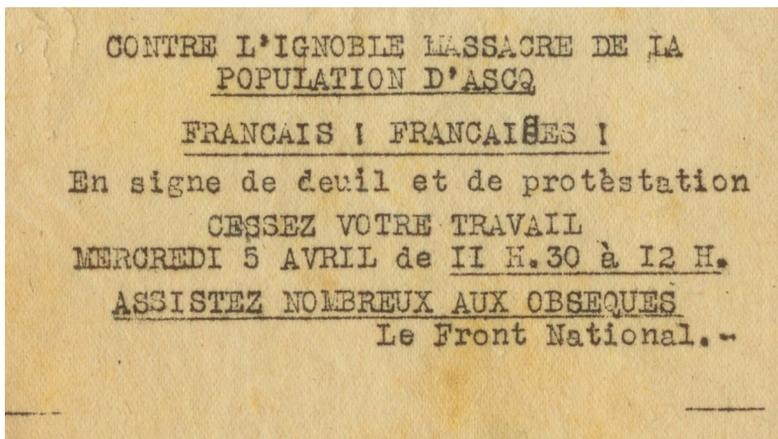
## La réaction de la Résistance

Des **grèves** sont menées dès le lundi 3 avril 1944, comme aux ateliers de réparations d'Hellemmes, où travaillaient de nombreuses victimes du massacre d'Ascq.

La presse clandestine accorde une large place au massacre d'Ascq, que ce soit en France mais aussi dans la région, même si les journaux de résistance sont dans des situations bien différentes en avril 1944 : en effet, La Voix du Nord a cessé de paraître jusqu'en juin 1944 tandis que L'Enchaîné parle des « tueries d'Ascq » et appelle à la grève générale le 1<sup>er</sup> mai et à venir fleurir les tombes des martyrs assassinés.

Par ailleurs, la radio diffuse l'information du massacre d'Ascq : le 15 avril, sur la BBC, Maurice Schuman s'insurge contre un « Lidice français » (du nom du massacre de Lidice le 10 juin 1942 de 184 hommes et femmes de plus de 16 ans par des S.S.). Le 12 mai, sur la BBC un appel est destiné aux cheminots : « **SNCF ! Allo ! SNCF ! Pensez aux morts d'Ascq, vengez les morts d'Ascq !** ».

De plus, des tracts sont distribués dans le courant du mois d'avril : le mouvement Libération réalise un tract intitulé « Edition spéciale de Libération – La Tuerie d'Ascq » demandant à Pétain et Laval de condamner la tuerie. Le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France appelle lui à se regrouper dans les « glorieuses formations de Franc-Tireurs ».



# Restaurer la légalité républicaine, épurer la France libérée

La France se lance dans un processus complexe d'épuration, entre justice officielle et règlements de compte spontanés, mettant en lumière les tensions profondes dans la société.

## L'épuration extra-judiciaire

Dès 1940, les « collabos » sont mal vus. Certains sont insultés et reçoivent de petits cercueil en avertissement. Dès 1942, on assiste aux premières **tontes de femmes**. L'épuration de guerre existe déjà ; elle s'accélère à partir du 6 juin 1944 dans un climat d'insécurité. Les Comités Départementaux de Libération, les Forces Françaises de l'Intérieur et les Milices Patriotiques forment une sorte de « **police de l'épuration** », agissant parfois à la limite de la légalité. Cette épuration extra-judiciaire se traduit par des arrestations et des exécutions sommaires : 9000 exécutions sommaires, dont 80% se feront avant la Libération.

*« Malgré les efforts de celui-ci, 4 condamnations à mort tombèrent. Après la 5<sup>e</sup> plaidoirie, mon mari sentit qu'il avait emporté l'adhésion et sauvé ce 5<sup>e</sup> accusé. C'est alors que le jeune maire sortit de sa poche le canon de son revolver et, le braquant vers mon mari, lui dit : « Monsieur le pasteur, nous avons juré d'avoir la tête de cet homme, si nous ne l'avons pas, vous serez tenu responsable. » Jamais parodie de tribunal ne fut plus illégale. On manquait même d'un avocat pour défendre les accusés. »*

Témoignage de Mesdames Christiane Geneviève Lasserre, respectivement fille et épouse du pasteur Jean Lasserre, résistant, au sujet de « L'affaire de Maubeuge », 1944.



Une femme tondue, au milieu d'hommes, le 9 août 1944.

Elle tient dans ses mains des photos et porte sur la poitrine une croix gammée.

La tonte des femmes, châtiment éminemment sexué, sonne un retour à l'ordre des genres qui correspond aussi aux règlements de comptes personnels. Cette **épuration sauvage** est menée sans discernement, puisque des résistantes subissent parfois le même sort alors qu'elles avaient lutté contre l'occupant. « *Le fait de tondre celles qui avaient collaboré était une façon pour les hommes de montrer qu'ils gardaient le pouvoir sur le corps des femmes.* » Fabrice Virgili.

## Le retour à la légalité républicaine

« À quoi donc servirait alors d'avoir triomphé des barbares si c'est pour les imiter et devenir comme eux ? » Extrait du journal La Terre vivaroise, 19 Octobre 1944.

Au fur et à mesure de la libération du territoire, la reprise en main par le GPRF\* se fait avec célérité entre septembre et octobre 1944. Les **Commissaires Régionaux de la République** doivent maintenir un cadre administratif, s'opposer au maintien des autorités de Vichy et au pouvoir des structures résistantes parfois animées de volontés insurrectionnelles. Ils mettent en place les tribunaux d'exception, les cours de justice et les chambre civiques. Les « collabos » sont condamnés aux travaux forcés, à des peines de prison ou à la peine de mort.

À Lille, suivant les instructions gouvernementales, le Commissaire de la République Francis-Louis Closon fait arrêter et interner toutes les personnes suspectées et exposées à la colère populaire afin de garantir leur sécurité et d'assurer un jugement régulier. Par ailleurs, il se consacre à ce qu'il considère comme une urgence : assurer le ravitaillement des populations.

Dans le cadre de l'épuration judiciaire, **le maréchal Pétain est condamné à mort le 15 août 1945** ; sa peine est commuée en détention à perpétuité à l'Île d'Yeu.

## D'autres formes d'épurations

L'épuration économique vient sanctionner toute personne ayant participé à quelque titre que ce soit à la vie d'une entreprise ayant favorisé l'ennemi ou contrarié l'effort de guerre de la France. C'est par exemple le cas de l'entreprise Renault.

Dans le cadre d'une forme d'**épuration intellectuelle et des médias**, 56 quotidiens sont supprimés en zone Nord et 51 en zone Sud. Les biens des journaux interdits sont dévolus aux journaux nés de la Résistance : « L'Écho du Nord » devient « La Voix du Nord ». Écrivains, acteurs de cinéma, hommes de radio compromis pendant l'Occupation n'échappent pas aux sanctions. Ainsi, **Arletty**, grande vedette féminine de l'époque, est emprisonnée en 1945 pour sa liaison en temps de guerre avec un officier allemand.



© Ministère de la Culture - Médiathèque du patrimoine et de la photographie, Dist. GrandPalaisKlm / Studio Harcourt

# Focus : Francis-Louis Closon et l'affaire de Maubeuge

Francis-Louis Closon se met à la disposition de la France Libre dès septembre 1940 et quitte New York pour Londres afin de s'engager dans les Forces Françaises Libres le 17 juillet 1941. Le 3 septembre 1944, il prend ses fonctions de **Commissaire Régional de la République pour le Nord-Pas-de-Calais** jusqu'en mars 1946.

Suivant les instructions gouvernementales, dès le 10 septembre, le Commissaire de la République Closon fait arrêter et interner toutes les personnes suspectées et exposées à la colère populaire afin de garantir leur sécurité et d'**assurer un jugement régulier**. 4000 personnes dans le Nord, 2800 dans le Pas-de-Calais sont ainsi placées en détention dans des camps improvisés (la caserne Vandamme à Lille, le lycée de jeunes filles de Valenciennes, le camp du Ballon à Arras).

Closon démantèle la brigade spéciale de Lille 48 heures après sa nomination et fait expulser de sa circonscription un quart des effectifs de gendarmerie. Il mute les unités du Nord dans le Pas-de-Calais et vice-versa, les forces de police ayant été lourdement compromises dans la lutte contre la Résistance, notamment contre les communistes.

Dans le Nord, la lutte pour le ravitaillement est ingrate. En effet, la région, excédentaire en pommes de terre, en légumes secs, en sucre, en blé, expédie ses denrées dans le reste de la France, mais les échanges interrégionaux fonctionnent mal, et la viande et le beurre dont la population septentrionale a besoin n'arrivent pas des autres régions. D'où la colère des gens du Nord que le jeune commissaire parvient mal à apaiser. La mine, qui tient alors une place primordiale dans l'économie française, est longuement évoquée, avec ses travailleurs courageux au milieu des tribulations et des souffrances, ses problèmes d'épuration, ses difficultés techniques à la fin de la guerre. Le commissaire régional évoquera régulièrement le problème social des mines dans le Nord et le Pas-de-Calais.

**L'affaire de Maubeuge** qui se déroule en octobre 1944, révèle le contexte troublé de la Libération et les difficultés à remettre en place un ordre légal.

À l'occasion de la libération de la ville de Maubeuge (dont la population a été très éprouvée par l'Occupation), vers les 8 ou 9 septembre 1944, **les chefs des FFI\* ont procédé à l'arrestation de 120 personnes suspectées de collaboration** et les ont emprisonnées à la caserne Joyeuse, dans le but de les faire juger légalement à Avesnes, où il existe un tribunal compétent. En même temps, ces chefs se sont vu confier d'importantes fonctions de maintien de l'ordre dans un climat quasi insurrectionnel.

En effet, des attentats ont été commis contre des membres des FFI\* et la population craint les lenteurs de l'épuration légale et que les principaux collaborateurs n'échappent à la justice. Plusieurs centaines d'ouvriers ont arrêté un premier convoi d'une vingtaine de détenus en cours de transfert à Avesnes, les ont malmenés et reconduits à Maubeuge, marquant par là leur volonté de voir aboutir une épuration rapide.

Devant la gravité de la situation et sous la pression d'une foule estimée à 10 000 personnes, l'administration préfectorale met en place le 19 octobre **une Cour martiale** qui se réunit immédiatement à Maubeuge afin de juger six des détenus considérés comme les plus coupables. Cette Cour comprend des représentants du préfet, l'un faisant fonction commissaire du gouvernement, mais aussi deux officiers des FFI\*. Afin de respecter la légalité le pasteur Jean Lasserre fut désigné comme avocat, pour assurer la défense des inculpés. Cependant, il ne disposa que de quelques heures (de 22 heures le 19 à 2 heures du matin le 20) pour consulter les dossiers et préparer la défense des accusés et malgré ses efforts, cinq condamnations à mort furent prononcées.

À l'issue de l'audience de la Cour martiale, une bonne partie de la foule qui avait assisté aux procès manifesta sa volonté de voir procéder immédiatement à l'exécution des condamnés. Mais, pour respecter la légalité, le commissaire du gouvernement indiqua que les condamnés avaient la possibilité de présenter un recours en grâce auprès du chef du gouvernement provisoire, le général de Gaulle.

Le 25 octobre, la décision parvient à Lille puis est transmise à Maubeuge : deux recours en grâce sont rejetés et **les condamnés doivent être transférés à Loos pour y être exécutés** le 27. Trois peines de mort contre des collaborateurs notoires sont commuées en travaux forcés à perpétuité. Redoutant que cette annonce ne provoque la colère et l'émeute à Maubeuge, le commissaire de la République décide le transfert des trois grâciés à Lille (pour les protéger), charge les commandants des FFI\* remplissant les fonctions de commandants d'armes de préparer les détenus et d'organiser le détachement qui doit les accompagner à la prison de Loos.

C'est alors que, craignant une attaque de la caserne Joyeuse qui aurait entraîné des exécutions sommaires d'autres prisonniers, passant outre l'ordre donné, **un des chefs des FFI\* décide de faire exécuter deux grâciés (les plus compromis) qui sont abattus de deux coups de revolver.**

Après de nombreuses protestations, les milices patriotiques finissent par rendre leurs armes. Grâce à la création des cours de justice du 26 juin 1944, l'épuration judiciaire pourra se poursuivre.

## Focus : Alexandre Villaplane



© Wikimedia

Alexandre Villaplane est né à Alger, en Algérie française en 1904, au sein d'une famille de commerçants.

Âgé de douze ans, il prend sa première licence, pour le Gallia Sport d'Alger. Son service militaire lui offre ses premières heures internationales. La sélection du Bataillon National lui offre de porter le maillot bleu. En 1926, la FFF inclut le jeune Alexandre Villaplane dans sa liste. Alexandre Villaplane retrouve la sélection française pour les Jeux Olympiques 1928 (où la France perd au premier tour contre l'Italie - 4/3). Si ces olympiades ne sont pas mémorables, il en profite cependant pour signer au Racing Paris, et s'assure une place pour le mondial uruguayen de 1930. Il y porte le brassard de capitaine de l'équipe de France.

En juin 1930, ce milieu de terrain fait partie du long voyage qui conduit l'équipe de France, à bord du paquebot Conte-Verde, vers la première Coupe du monde de football en Uruguay. Il a porté le brassard de capitaine lors des trois matchs des Bleus et a été sélectionné 25 fois au sein de l'équipe de France

Entre mai 1932 et juin 1935, Villaplane bascule progressivement de la petite délinquance à une **volonté de collaborer**, mais aussi d'être **acteur de la politique antisémite et raciste** des Nazis comme de Vichy.

La guerre éclate en 1939, et en 1940, la France commence sa collaboration avec l'occupant. Alexandre Villaplane comprend bien le parti qu'il peut tirer de cette période sombre qui s'amorce. Plutôt que d'entrer dans la résistance comme l'auront fait d'autres joueurs, il va rejoindre l'occupant. D'abord d'une manière très détournée : il profite en effet de la confusion pour, dans les faubourgs de Paris, s'adonner au **marché noir**. Puis, petit à petit, prenant confiance et montant ses réseaux, il se lance dans une activité encore moins honorable : il commence le **racket des juifs**, tentant de leur faire croire une exfiltration pour s'accaparer leurs biens. Il est condamné à deux mois de prison pour recel.

À sa sortie de prison, Villaplane est recruté par Henri Lafont **au sein de la Carlingue - la Gestapo française**. Début 1944, Villaplane est nommé chef de section de la Brigade nord-africaine, un **groupe anti-maquisards** monté par Lafont. Sous le nom de « lieutenant Alex », il participe à plusieurs opérations contre le maquis en Corrèze et en Dordogne entre mars et août 1944.

**Devenu officier SS**, sous ses ordres, plusieurs dizaines de personnes sont assassinées en Périgord. Cinquante-deux innocents sont fusillés par son groupe armé le 11 juin 1944 (massacre de Mussidan). Il en tue dix de ses propres mains, dont un enfant de 13 ans.

Le 24 août 1944, Alexandre Villaplane est arrêté à Paris. Jugé et condamné à mort pour haute trahison, **il est été fusillé le 26 décembre 1944** au fort de Montrouge. Sont aussi fusillés son chef, Henri Chamberlin dit Henri Lafont, et son second, le célèbre policier Pierre Bonny.

## Focus : Le docteur Pierre Quesnoy

---

Le **Commissariat Général aux Questions Juives (CGQJ)** crée en mars 1941 qui devient « l'opérateur unique », le représentant et le garant antisémite du régime, a pour expert un ethnologue reconnu en son temps, Georges Montandon. Celui-ci qui a dirigé de 1941 à 1944 la revue *L'ethnie française*, cherche à apporter une légitimité scientifique au racisme et à l'antisémitisme, par le biais de l'ethnobiologie.

Ce spécialiste a fait des émules à Douai, en la personne du chef de secteur du groupement « *Vlaamsch Verbond van Frankrijk* », le médecin Pierre Quesnoy. Il écrit dans la revue flamande *De S.S. Man*. Il aurait été « Camelot du Roi », puis membre des « Jeunesses patriotes » avant la guerre. **Il fréquente assidûment l'Oberfeldkommandatur et des officiers allemands avec lesquels il s'affiche.** Il n'a pas de clientèle, il gagne largement sa vie, surtout avec des travaux de laboratoires et d'analyses industrielles. Cet homme, remarquablement intelligent, très instruit, possède de vastes connaissances scientifiques. Mais il passe pour un noceur, un original, un incohérent, sinon un déséquilibré. Pour justifier ethniquement le fait que les gens dans la région seraient flamands et non pas français, il a pris la forme et mesuré un certain nombre de crânes parmi des écoliers de l'École technique des Mines de Douai. Il a même demandé à pénétrer dans d'autres écoles, ce qui est à l'origine d'un rapport confidentiel du sous-préfet de Douai au préfet le 9 juillet 1942.

À la libération, **il rejoint Berlin** où il se trouve en septembre 1944. Il y organise des groupes de **surveillance de camps et d'usines au service des autorités allemandes**. Il est arrêté en Italie en juin 1945. Déjà condamné à mort par contumace par la cour de justice de Douai le 27 novembre 1944 pour « trahison, intelligence avec l'ennemi et séparatisme », il est transféré à Lille puis déféré à Douai. **Il est exécuté le 12 juillet 1946** à la prison de Douai-Cuincy simultanément avec Antoine Moulin, ex-commissaire de police à Sallaumines, et Paul Boulonne, ancien sous-officier à Harnes. Le docteur Quesnoy est tombé en criant « Heil Hitler ».

Réduction photo 1/25 Description par M. *Caravita*  
 2 Brigade de Police mobile à *Châteauneuf*



Cliché N° *610* fait le *24.1.1944*  
 à *18* ans ; le sujet alors âgé de *18* ans, en parhassait

taille 1 <sup>m</sup> <i>1.65</i>	long <sup>e</sup> <i>19.8</i>	pied g	n° de el	n° <i>18111</i>	RACE
voûte	larg <sup>e</sup> <i>11.5</i>	médus g <i>11.2</i>	aur <sup>e</sup> <i>2.100</i>	rqu <sup>e</sup>	(en cas d'exotisme)
enverg 1 <sup>m</sup>	zyg <sup>e</sup> <i>14.0</i>	aurio <sup>e</sup> g	pér <sup>e</sup> <i>1.100</i>	nu <sup>e</sup>	Pig <sup>n</sup>
buste 0 <sup>m</sup>	oreille dr.	condée g <i>44.5</i>	part <sup>e</sup>	rqu <sup>e</sup>	Sang
Front	Arc <sup>e</sup> <i>P</i>	Racine (prof <sup>e</sup> ) <i>P</i>	H <sup>e</sup> labiale <i>191</i>	« Dimn <i>191</i>	Teint
inclin <sup>e</sup>	dos <i>2</i>	bes <i>1201</i>	proém <sup>e</sup>	« par <sup>e</sup>	fr.-nas <sup>e</sup>
Haut <sup>e</sup>	Haut <sup>e</sup>	Saillie	Bordure <i>m</i>	inclna <i>12</i>	naso-buc <sup>e</sup>
« Larr <sup>e</sup>	part <sup>e</sup>	Larg <sup>e</sup> <i>191</i>	Epaisseur	Haut <sup>e</sup> <i>8</i>	Contour de profil
part <sup>e</sup>	part <sup>e</sup>	part <sup>e</sup>	part <sup>e</sup>	par <sup>e</sup>	H <sup>e</sup> crâne
bord.	Orig <sup>e</sup>	Supér <sup>e</sup> <i>P</i>	Post <sup>e</sup> <i>P</i>	ou <sup>e</sup>	mall <sup>e</sup>
lobe	cont <sup>e</sup>	adl <sup>e</sup> <i>140</i>	mod <sup>e</sup> <i>uni</i>	Haut <sup>e</sup>	Etat grassex
a	tra., inc <sup>e</sup>	prof <sup>e</sup> <i>22</i>	ren <sup>e</sup>	Vol <sup>e</sup>	Contour de face
pli	inf <sup>e</sup>	sup <sup>e</sup>	forme	« él <sup>e</sup>	« conque
Supercils	directa	Papières	« Vert <sup>e</sup> <i>191</i>	orbites	« part <sup>e</sup>
forme	mod <sup>e</sup> sup <sup>e</sup>	« part <sup>e</sup>	« part <sup>e</sup>	Interoculaire	Carrure incl <sup>e</sup>
dimn <sup>e</sup>	« part <sup>e</sup>	« Saillie	« part <sup>e</sup>	Rides	Ceinture
part <sup>e</sup>	nuance	« part <sup>e</sup>	« part <sup>e</sup>	« part <sup>e</sup>	Attitude, allure, langage, etc.

# Les grands défis de la reconstruction

---

À la Libération, les idées issues de la Résistance et plus particulièrement du programme du CNR\* inspirent les grandes réformes structurelles nécessaires à la reconstruction du pays.

Le 12 septembre 1944, le général De Gaulle, chef du GPRF\*, annonce les « principes » qui vont guider son action :

*« [...] Tout en assurant à tous le maximum de liberté, et tout en favorisant en toute matière l'esprit d'entreprise, elle (la France) veut faire en sorte que l'intérêt particulier soit toujours contraint de céder à l'intérêt général, que les grandes sources de la richesse commune soient exploitées et dirigées [...] pour l'avantage de tous, que les coalitions d'intérêt [...] soient abolies une fois pour toutes, et qu'enfin chacun de ses fils, chacune de ses filles puisse vivre, travailler, élever ses enfants dans la sécurité et la dignité [...] ».*

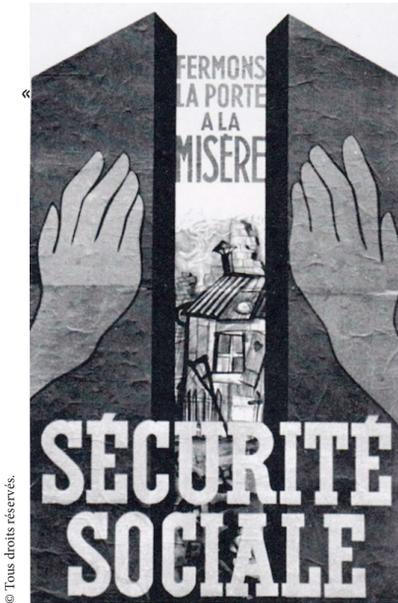
## Assurer la reconstruction et le redressement économique du pays

La reconstruction et le redressement économique du pays passent par une implication renforcée de l'État qui procède à **de grandes nationalisations**. Ainsi, dès 1944, on procède à la nationalisation des compagnies minières, le charbon étant l'énergie nécessaire à toute production. En 1945, l'entreprise Renault est nationalisée en réponse à sa collaboration avec l'occupant pendant la guerre.

Les comités d'entreprise sont aussi instaurés par l'ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 13 mai 1946 : ils donnent aux travailleurs et à leurs syndicats un droit de regard sur le fonctionnement de l'entreprise. Par ailleurs, l'État intervient pour une reprise économique rapide et efficace : c'est la « **planification souple** » qui énonce les grandes orientations et les secteurs clés de la reconstruction économique. Le commissariat au Plan est confié dès décembre 1945 à Jean Monnet.

## Promouvoir les mesures sociales

Les revendications sociales sont communes à tous les mouvements de Résistance. C'est pourquoi d'importantes réformes sont menées dans ce domaine. Ainsi, **la Sécurité Sociale est créée** par ordonnance dès octobre 1945, et concerne les risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès.



© Tous droits réservés.

«La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère.»  
Exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945  
(extraits)

Affiche du Ministère du travail et de la Sécurité Sociale, 1947.

Ces dispositions sont complétées par la loi du 22 août 1946 qui étend les allocations familiales, et la loi du 30 octobre 1946 qui intègre la réparation des accidents du travail.

## Élargir la démocratie

L'une des premières mesures phares prises par le GPRF\* est le **droit de vote accordé aux femmes** en avril 1944. Les femmes votent pour la première fois aux élections municipales du 29 avril 1945.



© AFP Archives

Des femmes qui votent pour la première fois le 29 avril 1945.

L'École Nationale d'Administration (ENA) est créée en 1945 pour démocratiser l'accès à la haute fonction publique et former les hauts fonctionnaires de l'État français.

# Le retour des prisonniers de guerre et des déportés politiques et raciaux

---

Au printemps 1945, plus d'un million et demi de prisonniers de guerre, déportés, travailleurs forcés rentrent en France.

Marqués par l'expérience indicible des camps, commence alors pour eux une difficile réinsertion sociale et professionnelle.

## Le rapatriement

En France le ministère des Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés de Henri Frenay coordonne le **rapatriement des « personnes déplacées »**. Des centres d'accueil ferroviaires avec des trains spéciaux et des points de rassemblement le long des frontières sont rattachés à une gare régulatrice. Certains déportés arrivent également par camions.

La découverte des camps bouscule les plans établis et le dispositif de rapatriement des prisonniers de guerre (PG). Les « personnes déplacées » restent en principe sur place dans l'attente de leur retour via les centres de rassemblement pour veiller à leur état sanitaire, éviter tout rapatriement spontané et empêcher toute tentative d'infiltration de nazis ou collaborateurs.

Les personnes jugées intransportables sont **soignées à proximité des camps** ou, le cas échéant, rapatriées par voie aérienne, vers l'aéroport du Bourget, pour être ensuite orientés vers les hôpitaux de la Salpêtrière et Bichat. Les plus valides sont accueillis à Paris à l'**hôtel Lutétia**. Des équipes de médecins, assistantes sociales, cuisinières, scouts et militaires sont mobilisées en permanence 24h/24.

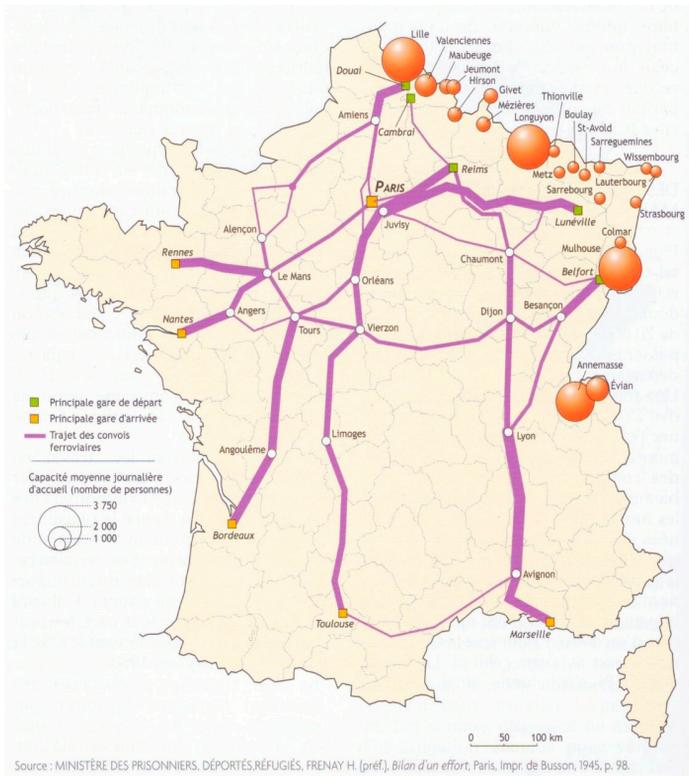
Le bilan définitif de cette opération sans précédent s'établit pour la France à **1 690 200 retours en mars 1946** dont 72 % effectués entre mai et juin 1945.

## Entre statuts et construction des mémoires

Prolongeant souvent des formes d'organisation, de solidarité et d'entraide nées de la déportation, des **Amicales de camps** (Auschwitz, Mauthausen, Ravensbrück, Buchenwald...) se mettent en place pour aider matériellement les anciens déportés, obtenir la reconnaissance de droits spécifiques, mais aussi rappeler les valeurs pour lesquelles certains sont morts dans les camps.

Un texte législatif de 1948 lève l'ambiguïté en distinguant les « résistants » et les « politiques », excluant d'autres catégories (STO\*, « déportés » de droit commun...). Les Juifs et les Tsiganes qui ne représentent qu'une minorité, sont implicitement rattachés à la catégorie des « politiques » qui rassemble les victimes du nazisme et de la politique vichyste.

Les clivages politiques s'approfondissent encore dans le contexte de la guerre froide et se répercutent au sein des associations, déchirées par leurs appartenances communistes ou gaullistes. Par exemple, la Fédération Nationale des Déportés et Internés Politiques (FNDIP) connaît une crise interne en 1946, entre les mouvances communiste et gaulliste. La FNDIP\* ajoute le « R » pour « résistant » à son sigle, devenant la FNDIRP\*, se distinguant ainsi de l'autre mouvance FNDIP\* et de l'Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de disparus (UNADIF).



© Ministère des prisonniers, déportés, réfugiés, FRENAY H. (préf.), *Bilan d'un effort*, Paris, Impr. de Busson, 1945, p.98.

# Retrouver le rang de la France

La France figure au rang des vainqueurs et veut maintenant affirmer sa place pour l'avenir dans le concert des nations.

## Assurer son rôle de grande puissance internationale

Après avoir été désigné par de Gaulle pour représenter la France, le général de Lattre de Tassigny, associé aux Alliés, signe comme témoin l'**acte de capitulation allemande le 8 mai 1945 à Berlin**.



Article du périodique « Regards », 15 mai 1945

Considérée comme **faisant partie des vainqueurs** malgré l'absence du général de Gaulle à la conférence de Yalta en février 1945, la France est responsable d'une des quatre zones d'occupation en Allemagne. Elle est en charge d'une zone située dans le sud-ouest du pays, comprenant la Rhénanie-Palatinat, le sud du Bade-Wurtemberg et une partie de la Hesse. La France a également obtenu **un secteur à Berlin**, dans le nord-ouest de la ville.

La France est **un des membres fondateurs de l'ONU** en 1945. Elle est membre du Conseil de sécurité et y détient un siège permanent aux côtés des États-Unis, de la Chine, du Royaume-Uni et de l'URSS, en vertu de la Charte des Nations Unies. Elle est donc reconnue comme l'une des **grandes puissances mondiales**, malgré une économie dévastée et un pays à reconstruire.

## Protéger l'indépendance nationale grâce à l'énergie nucléaire

L'utilisation de l'arme nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945 révèle au monde entier le potentiel militaire de **l'énergie atomique**.

Au sortir de la guerre, la France manque de ressources énergétiques ; la production d'énergie nucléaire est un enjeu de modernisation industrielle, mais également une opportunité d'affirmer son indépendance énergétique et militaire sur la scène internationale. C'est dans cette optique que le 18 octobre 1945, le général de Gaulle crée le Commissariat à l'Énergie Atomique.

## La place des colonies

Sous la pression américaine conjointe à celle des populations des colonies, qui ont largement participé à la lutte contre l'occupant et à la libération du territoire, le général de Gaulle affirme la nécessité **d'engager les colonies « sur la route des temps nouveaux »** lors de la conférence de Brazzaville, du 30 janvier au 8 février 1944.

Il déclare :

*« En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi ».*

Le statut de l'Algérie, département français, évolue : par l'ordonnance du 7 mars 1944, le CFLN\* accorde la citoyenneté à 65 000 électeurs algériens musulmans, votant avec les français musulmans d'Algérie, et promet la citoyenneté pour tous lorsque la future constituante française pourra en prendre la responsabilité.



La conférence de Brazzaville, début 1944

© Wikimedia Commons

# Des lendemains difficiles

Alors que la France se redresse péniblement dans les ruines laissées par la guerre, elle doit affronter le défi de sa reconstruction matérielle et politique, tandis qu'apparaissent les premières fractures dans les colonies.

## Un pays à reconstruire

Aux **pertes humaines** (600 000 morts, principalement des civils) s'ajoutent les **pertes matérielles** : des moyens de communication hors d'usage, 60 000 usines détruites. La production industrielle est tombée à 40 % de son niveau de 1939. Les traumatismes moraux sont profonds. Le pays, qui connaît de graves pénuries, doit être reconstruit sur tous les plans.



© Tous droits réservés, Archives de Dunkerque - CMUA  
- 13F9302

*La ville de Dunkerque en ruines*

## La recomposition politique

L'élection d'une Assemblée constituante\* montre le refus d'un retour à la III<sup>e</sup> République. Cette assemblée est marquée par le renouvellement du personnel politique, par l'importance de la gauche et la domination de 3 grands partis :

- Le Parti Communiste, auréolé par son rôle dans la Résistance
- La SFIO\* socialiste
- une nouvelle formation, le MRP (Mouvement Républicain Populaire) fondé en novembre 1944, issu de la Résistance, mais surtout démocrate chrétien.

Par crainte d'être débordé par le Parti Communiste, la SFIO\* préfère une alliance avec le MRP\*.

Le général de Gaulle est reconduit à la tête du GPRF\* et forme un gouvernement d'union nationale : 4 communistes, 4 socialistes, 4 républicains populaires, 2 résistants, 2 sans étiquette et 4 ministres d'État, dont Maurice THOREZ, Secrétaire Général du Parti Communiste.

Mais, partisan d'un exécutif fort, de Gaulle entre rapidement en conflit avec les partis de gauche dont le PCF qui n'a pas obtenu des ministères-clés (comme l'Intérieur). **Le général démissionne** le 26 janvier 1946, pensant être rappelé, ce qui ne se produit pas.

## Des difficultés dans l'empire colonial

Pour la France, l'empire colonial est source de prestige. Il lui assure des bases stratégiques, des ressources nécessaires à la reconstruction de son économie et montre sa puissance au niveau mondial. D'autre part, c'est sur l'Empire que s'est appuyé le général de Gaulle et s'il prévoit de réformer le statut des colonies, l'heure n'est pas encore à la décolonisation.

Si les deux « Grands » sont opposés au colonialisme, ce sont principalement **les États-Unis qui soutiennent les revendications nationalistes**. C'est un motif supplémentaire d'opposition entre le général de Gaulle et le président Roosevelt.

### Au Maghreb

En 1943, la position américaine se précise sur le sort des colonies. Le voyage à Casablanca laisse au président Roosevelt une impression négative et renforce son aversion à l'égard du colonialisme. Au cours de l'entrevue d'Anfa (Casablanca), le 22 janvier 1943, il laisse espérer son aide au sultan Mohammed Ben Youssef pour se défaire de la tutelle française.

En mars 1943, dans la déclaration américaine sur « L'Indépendance nationale », les principes de la Charte de l'Atlantique sont étendus explicitement aux peuples colonisés : « *Toutes les nations possédant un domaine colonial devront coopérer avec les peuples de ces régions pour les rendre aptes à recevoir le statut d'indépendance nationale* ».

Ces prises de position, le soutien apporté à la métropole pour libérer le territoire, la participation à la guerre encouragent les mouvements nationalistes **à revendiquer l'indépendance**.

En Algérie, département français, les leaders algériens demandent aux autorités françaises et alliées la préparation d'un nouveau statut pour l'Algérie dès le 20 décembre 1942.

En février 1943, c'est la publication du « Manifeste du peuple algérien » dans lequel Ferhat ABBAS, réclame la fin du régime colonial puis « *la formation d'un État algérien démocratique et libéral* », « *l'autonomie politique de l'Algérie en tant que nation souveraine avec droit de regard de la France* » [...] « *l'égalité devant l'impôt du sang* [...] », « *la remise des couleurs de l'Algérie aux régiments musulmans des corps expéditionnaires* » [...] (Additif au Manifeste, 26 mai 1943).

Les réformes proposées par le CFLN\* sont limitées : elles prévoient que 65 000 électeurs algériens voteraient avec les Français d'Algérie, et promettent la citoyenneté pour tous, lorsque la future Assemblée Constituante\* française pourra en prendre la responsabilité. Cette ordonnance du 7 mars 1944 est rejetée par tous les nationalistes.

La création de la Ligue des nations arabes en mars 1945, puis celle de l'ONU (avril-juin 1945) laissent espérer **la naissance d'une Algérie libre** et fédérée à la Nation arabe, et certains pensent que son indépendance, acceptée par le président Roosevelt, sera proclamée à la conférence des Nations unies réunie à San Francisco.

C'est dans ce contexte que se déroulent les émeutes de Sétif et du Constantinois.

### **En Indochine : l'indépendance du Vietnam**

À la conférence du Caire (22-26 novembre 1943), Roosevelt, Churchill et Tchang Kai-Chek (Chine) se rencontrent pour mettre au point une déclaration sur le Pacifique, analogue à la Charte de l'Atlantique, concernant en particulier **le sort des territoires occupés par le Japon** (comme l'Indochine française). En privé, Roosevelt réaffirme sa volonté de ne pas permettre le retour de la France en Indochine\* (l'Indochine française est une colonie depuis 50 ans en 1945, qui comprend le Cambodge, le Laos et le Vietnam (Tonkin, Annam et Cochinchine)) et de la confier à une administration internationale. Quelques jours plus tard, il fait approuver sans réserve la « déclaration du Caire » par Staline, à la conférence de Téhéran ( 28 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1943). En mars 1945, il répète que l'Indochine, comme la Nouvelle-Calédonie **ne doit pas être rendue à la France**.

Pendant la guerre, les liens avec la métropole se sont relâchés, l'Indochine est occupée par le Japon. C'est dans les dernière semaines du conflit que le mouvement nationaliste (et communiste) d'Hô-Chi-Minh prend le contrôle du Nord du Vietnam. Dans un premier temps, les Japonais liquident les restes de l'administration française en mars 1945 et un gouvernement de coalition dirigé par Hô-Chi-Minh **proclame la république le 11 mars**. Puis le Viêt-Minh (ligue pour l'indépendance du Vietnam, fondée en 1941 par Hô-Chi-Minh) ayant pris le pouvoir dans tout le pays, Ho-Chi-Minh déclare l'indépendance de la République du Vietnam le 2 septembre 1945. Les Français tentent de reprendre leur ancienne colonie, mais **une guerre commence qui dure plus de huit ans**.

**La reprise en mains du pays, les grandes réformes de la Libération et l'approfondissement de la démocratie font naître de grandes espérances. Mais la France de 1945 est un pays meurtri et bouleversé qui doit faire face à une réalité difficile.**

Liste des sources non-exhaustive :

- « Les relations internationales depuis 1945 », Maurice Vaisse, Armand Colin, 1995.
- « Décolonisations et émergence du Tiers Monde », Marc Michel, Hachette, 1993.
- « De l'Empire français à la décolonisation », Guy Pervillé, Hachette, 1993.
- « L'Histoire », trimestriel 2002, Sans mythes ni tabous, la Guerre d'Algérie ».
- « L'Histoire », septembre 2022, 1945-1954, FRANCE INDOCHINE La « sale guerre ».
- « Histoire de la Résistance 1940-1945 », Olivier WIEVIORKA, Perrin, 2013
- « Mémoires de guerre », L'Unité 1942-1944 » Charles DE GAULLE, Richard Clay Ltd, Bunday, United Kingdom, 1989
- Dictionnaire Historique de la Résistance, sous la direction de François MARCOT, Bouquins, Laffont, 2006
- « Résistances 1940-1945 » Documentation Photographique, n°6106, avril 1990
- « Ils ont résisté à Hitler », Les Collections de l'Histoire, trimestriel octobre 2007

---

# Glossaire

---

**AMGOT** : Allied Military Government of Occupied Territories, en français : Le gouvernement militaire allié des territoires occupés.

**Assemblée constituante** : Organe politique temporaire, composé de représentants élus ou désignés, chargé d'élaborer ou de réviser une constitution en définissant les règles fondamentales qui organiseront le fonctionnement d'un État, posant les bases de son système politique, juridique et institutionnel.

**BCRA** : Bureau Central de Renseignements et d'Action. Deuxième bureau de l'état-major du général de Gaulle, chargé de mettre en œuvre les missions clandestines.

**Cagoulard** : membre du mouvement français « *La cagoule* ». Organisation politique et militaire de l'Entre-deux-guerres, mouvement d'extrême-droite, anticommuniste et antisémite, connu pour ses attentats terroristes en particulier en 1937-1938.

**CFLN** : Comité Français de la Libération Nationale.

**CNR** : Comité National de la Résistance

**DCA** : Défense Contre Avions (canons antiaériens, mitrailleuses, projecteurs...)

**FFI** : Forces Françaises de l'Intérieur

**FFL** : Forces Françaises Libres

**FNDIP** : Fédération nationale des déportés et internés politiques

**FNDIRP** : Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes

**FTP** : Francs-Tireurs et Partisans

**FTP-MOI** : Francs-Tireurs et Partisans – Main-d'œuvre Immigrée

# Glossaire

---

**GMR** : Groupes Mobiles de Réserve. Créés en 1941, ils assurent le maintien de l'ordre et la protection civile. A partir de 1943, Vichy les utilise dans la lutte directe contre les maquis.

**GPRF** : Gouvernement Provisoire de la République Française

**Milice** : Organisation politique et paramilitaire créée par le régime de Vichy le 30 janvier 1943. Elle réprime la résistance intérieure en traquant les résistants et en collaborant avec le gouvernement Nazi.

**M.U.R** : Mouvements Unis de la Résistance

**OCM** : Organisation Civile et Militaire (mouvement de Résistance)

**SFIO** : Section Française de l'Internationale Ouvrière

**SNM** : Service National du Maquis

**SOE** : Secret Operations Executive. L'un des services secrets britanniques, chargé d'encourager la subversion et les sabotages dans les territoires occupés par les nazis.

**STO** : Service du Travail Obligatoire

**UNADIF** : Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus

Zone militaire littorale  
(« Mur de l'Atlantique »)  
entrée interdite

Brest

49°

46°

44°